

TABLEAU DE CONCORDANCE	
Projet de décret	DIRECTIVE (UE) 2017/1852
Art. 1 ^{er} , § 1 ^{er}	NA
§ 4, 2 ^o	Article 16, paragraphe 4, b)
§ 4, 3 ^o	Article 16, paragraphe 4, c)
§ 5	Article 16, paragraphe 5
§ 6	Article 16, paragraphe 6
§ 6, alinéa 1 ^{er}	Article 16, paragraphe 6
§ 6, alinéa 2	Article 16, paragraphe 6
§ 7	Article 16, paragraphe 7
§ 7, alinéa 1 ^{er}	Article 16, paragraphe 7
§ 7, alinéa 2	Article 16, paragraphe 7
Art. 17	
§ 1 ^{er}	Article 18, paragraphe 1 ^{er}
§ 2	Article 18, paragraphe 2
§ 3	Article 18, paragraphe 3
§ 3, alinéa 1 ^{er}	Article 18, paragraphe 3, alinéa 1 ^{er}
§ 3, alinéa 2	Article 18, paragraphe 3, alinéa 1 ^{er}
§ 3, alinéa 3	Article 18, paragraphe 3, alinéa 2
§ 4	Article 18, paragraphe 4
§ 5	Article 18, paragraphe 5
Art. 18	
§ 1 ^{er}	Article 13, paragraphe 3
§ 2	Article 13, paragraphe 3
§ 2, alinéa 1 ^{er}	Article 13, paragraphe 3
§ 2, alinéa 2	Article 13, paragraphe 3
Art. 19	Article 13, paragraphe 3

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 12 november 2020.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en
belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",
Fr. DAERDEN

De Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2020-2021

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 135-1. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering,
nr. 135-2.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 12 november 2020.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2020/43737]

19 NOVEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure de reconnaissance et de classement du mouvement sportif organisé ainsi que le subventionnement pour le développement du sport de haut niveau et des formations de cadre

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 20 ;

Vu le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française, articles 21 à 33 et 37 à 42 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juillet 2007 fixant la procédure de reconnaissance et de classement des fédérations sportives, des fédérations sportives de loisirs et des associations sportives, réglant leur subventionnement ainsi que celui des cercles affiliés aux associations reconnues organisant des activités sportives adaptées ;

Vu le test genre du 8 novembre 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 avril 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 avril 2020 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Sports, donné le 28 mai 2020 ;

Vu l'avis n^o 74/2020 de l'Autorité de protection des données, donné le 24 août 2020, en application de l'article 23, § 1^{er}, 1), de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données ;

Vu l'avis n^o 68.121/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 octobre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la nécessité de préciser les modalités d'introduction des demandes de reconnaissance, de classement et de subventionnement du mouvement sportif organisé ;

Sur la proposition du Ministre des Sports ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « Ministre » : le membre du Gouvernement de la Communauté française qui a les sports dans ses attributions ;

2^o « décret » : le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française ;

3^o « Administration » : l'Administration générale du Sport du Ministère de la Communauté française ;

4^o « Conseil supérieur » : le Conseil supérieur des Sports institué par le décret du 20 octobre 2011 ;

5^o « jour ouvrable » : tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

CHAPITRE 2. — De l'introduction et de l'examen des demandes de reconnaissance

Art. 2. Pour être reconnues, les fédérations et les associations sportives introduisent une demande à l'Administration en utilisant les formulaires fournis par celle-ci.

Art. 3. Les demandes de reconnaissance, ainsi que leurs annexes, sont adressées à l'Administration par envoi recommandé.

Art. 4. Les fédérations sportives, les fédérations sportives non compétitives, la fédération sportive handisport, les associations sportives multidisciplinaires et l'association sportive handisport de loisir joignent à leur demande de reconnaissance les annexes suivantes, afin que l'Administration puisse s'assurer qu'elles rencontrent les conditions de reconnaissance déterminées par le décret :

1^o une copie de leurs statuts et la preuve de leur parution au *Moniteur belge* ;

2^o une copie de tous les règlements pris en application de leurs statuts ;

3^o la liste à jour de leurs cercles mentionnant, pour chacun d'eux :

a) son siège social ;

b) le lieu habituel de ses activités ;

c) le nombre à jour de ses sportifs différenciés par âge et par sexe ainsi que par type de handicap classifié pour ceux affiliés à la fédération visée à l'article 23 et par type de déficience pour ceux affiliés à l'association visée à l'article 26 du décret ;

d) la liste de ses dirigeants en mentionnant leurs nom, adresse et fonction exercée au sein du cercle ;

e) la présence d'un Défibrillateur Externe Automatique (DEA) dans les infrastructures sportives utilisées par leurs cercles et l'organisation d'une formation continue de ses affiliés à son utilisation ;

4^o la liste à jour des membres de leur organe de gestion élu reprenant, pour chacun d'eux, le nom, l'adresse, le sexe et la fonction exercée ;

5^o la liste à jour des membres de leur personnel en précisant, pour chacun d'eux :

a) les éléments relatifs à son identification (nom, prénom, date de naissance, sexe, adresse) ;

b) son statut ;

c) la nature de son contrat ;

d) sa fonction ;

e) ses qualifications ;

f) le nombre d'heures prestées rapportées en équivalent temps plein ;

g) les éléments relatifs à son coût salarial ou à ses indemnités ;

6^o un rapport d'activités portant, soit sur trois années d'existence et d'activité sportive régulière dans le cadre d'une structure communautarisée, soit sur une année d'existence et d'activité sportive régulière dans le cadre d'une structure nationale préexistante. Dans le cas où la fédération ou l'association qui sollicite sa reconnaissance émane d'une structure sportive nationale, les activités exercées, pendant une année, dans le cadre national peuvent être prises en considération ;

7^o une copie de la police d'assurance couvrant la responsabilité civile et la réparation des dommages corporels de leurs membres ou, en cas d'assurance souscrite directement par les cercles affiliés ou toute autre structure intermédiaire, un document mentionnant les principales dispositions des contrats relatifs à cette couverture ;

8° une copie des statuts et la composition de l'organe de gestion de la fédération nationale dont la fédération ou l'association est, le cas échéant, partie composante ;

9° la liste des instances sportives communautaire, nationale, internationale ou olympique avec lesquelles la fédération ou l'association est organiquement en relation;

10° le relevé des mesures prises pour assurer la sécurité de leurs membres, des accompagnateurs, des spectateurs ou de tout autre participant aux activités qu'elles organisent ;

11° les nom, prénom, fonction et adresses de contact des personnes relais en charge des questions éthiques et du projet de vie désignées en application de l'article 21, 16°, du décret ;

12° une copie du règlement médical adopté en application du décret du 3 avril 2014 relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport.

Le cas échéant, les données visées à l'alinéa 1^{er}, 1° à 12°, seront actualisées annuellement, à la date anniversaire de l'octroi de la reconnaissance, à la demande de l'Administration ou à l'initiative de la fédération ou de l'association sportive concernée.

Art. 5. La fédération sportive handisport joint, en complément, à sa demande de reconnaissance un rapport démontrant que les missions et activités sont conformes aux conditions énoncées à l'article 23 du décret.

Chaque année, à la date anniversaire de l'octroi de la reconnaissance, la fédération sportive handisport transmet à l'administration un rapport établissant que ses missions et activités restent conformes aux conditions énoncées par l'article 23 du décret.

Art. 6. Les fédérations sportives non compétitives joignent, en complément, à leur demande de reconnaissance un rapport démontrant le respect des conditions particulières énoncées à l'article 24 du décret.

Chaque année, à la date anniversaire de l'octroi de la reconnaissance, les fédérations sportives non compétitives transmettent à l'administration un rapport établissant que ses missions et activités restent conformes aux conditions énoncées par l'article 24 du décret.

Art. 7. Les associations sportives multidisciplinaires joignent, en complément, à leur demande de reconnaissance les annexes suivantes :

1° un rapport démontrant les missions poursuivies sont conformes aux conditions énoncées à l'article 25 du décret ;

2° la liste des disciplines pratiquées.

Chaque année, à la date anniversaire de l'octroi de la reconnaissance, les associations sportives multidisciplinaires transmettent à l'administration un rapport établissant que ses missions et activités restent conformes aux conditions énoncées par l'article 25 du décret.

Art. 8. L'association sportive handisport de loisir joint, en complément, à sa demande de reconnaissance un rapport démontrant que les missions et activités sont conformes à aux conditions énoncées à l'article 26 du décret.

Chaque année, à la date anniversaire de l'octroi de la reconnaissance, l'association sportive handisport de loisir transmet à l'administration un rapport établissant que ses missions et activités restent conformes aux conditions énoncées par l'article 26 du décret.

Art. 9. L'association du sport scolaire joint à sa demande de reconnaissance les annexes suivantes afin que l'Administration puisse s'assurer que cette association rencontre les conditions de reconnaissance déterminées par le décret :

1° une copie de ses statuts et la preuve de leur parution au *Moniteur belge* ;

2° une copie de tous les règlements pris en application de ses statuts ;

3° la liste à jour des fédérations sportives scolaires de chacun des réseaux d'enseignement qui en sont membres ;

4° la liste à jour des membres de son organe de gestion reprenant, pour chacun d'eux, le nom, l'adresse, le sexe, et la fonction exercée ainsi que l'identification de la fédération sportive dont il est le représentant ;

5° la liste à jour des membres de son personnel en précisant pour chacun d'eux :

a) les éléments relatifs à son identification (nom, prénom, date de naissance, sexe, adresse) ;

b) son statut ;

c) la nature de son contrat ;

d) sa fonction ;

e) ses qualifications ;

f) le nombre d'heures prestées rapportées en équivalent temps plein ;

g) les éléments relatifs à son coût salarial ou à ses indemnités ;

6° un rapport d'activités relatif à l'année en cours ;

7° pour chacune des fédérations sportives scolaires membres :

a) une copie de ses statuts et la preuve de leur parution au *Moniteur belge* ;

b) une copie de tous les règlements pris en application de ses statuts ;

c) la liste à jour des fédérations sportives scolaires de chacun des réseaux d'enseignement qui en sont membres ;

d) la liste à jour des membres de son organe de gestion reprenant, pour chacun d'eux, le nom, l'adresse et la fonction exercée ainsi que l'identification de la fédération sportive scolaire dont il est le représentant ;

e) tout document prouvant que les participants aux activités qu'elle organise sont assurés en responsabilité civile et en réparation des dommages corporels.

Le cas échéant, ces données seront actualisées annuellement, à la date anniversaire de l'octroi de la reconnaissance, à la demande de l'Administration ou à l'initiative de l'association.

Art. 10. L'association du sport dans l'enseignement supérieur joint à sa demande de reconnaissance les annexes suivantes, afin que l'Administration puisse s'assurer que cette association rencontre les conditions de reconnaissance déterminées par le décret :

- 1° une copie de ses statuts et la preuve de leur parution au *Moniteur belge* ;
- 2° une copie de tous les règlements pris en application de ses statuts ;
- 3° la liste à jour des centres sportifs dans l'enseignement supérieur qui en sont membres ;
- 4° la liste à jour des membres de son organe de gestion reprenant, pour chacun d'eux, le nom, l'adresse, le sexe et la fonction exercée ainsi que l'identification du centre sportif dans l'enseignement supérieur dont il est le représentant ;
- 5° la liste à jour des membres de son personnel en précisant pour chacun d'eux :
 - a) les éléments relatifs à son identification (nom, prénom, date de naissance, sexe adresse) ;
 - b) son statut ;
 - c) la nature de son contrat ;
 - d) sa fonction ;
 - e) ses qualifications ;
 - f) le nombre d'heures prestées rapportées en équivalent temps plein ;
 - g) les éléments relatifs à son coût salarial ou à ses indemnités ;
- 6° un rapport d'activités portant sur l'année précédant celle de l'introduction de la demande de reconnaissance plus, le cas échéant, un rapport d'activités relatif à l'année en cours ;
- 7° pour chacun des centres sportifs dans l'enseignement supérieur membres :
 - a) une copie de ses statuts et règlements ;
 - b) la liste à jour des membres de son organe de gestion reprenant, pour chacun d'eux, le nom et la fonction exercée ;
 - c) tout document prouvant que les participants aux activités qu'il organise sont assurés en responsabilité civile et en réparation des dommages corporels ;
 - d) la liste détaillée des infrastructures sportives dont il dispose pour développer ses activités.

Le cas échéant, ces données seront actualisées annuellement, à la date anniversaire de l'octroi de la reconnaissance, à la demande de l'Administration ou à l'initiative de l'association.

Art. 11. Les données collectées par l'Administration, visées à l'article 4, 3°, d), 4°, 5° et 11°, à l'article 9, 4°, 5° et 7°, d), ainsi qu'à l'article 10, 4°, 5° et 7°, b), ne sont conservées uniquement que pendant la durée de l'exercice de la fonction visée. Les données sont supprimées, par l'Administration, dès la notification du changement de fonction par la fédération ou l'association concernée

CHAPITRE 3. — *De l'octroi de la reconnaissance, de la non-reconnaissance, de la suspension et du retrait de la reconnaissance*

Art. 12. Le Ministre est chargé de prendre les décisions d'octroi de reconnaissance, de non-reconnaissance, de suspension ou de retrait de reconnaissance.

Art. 13. Sous peine de nullité, tout recours contre les décisions prises en vertu de l'article 12 doit être introduit auprès du Ministre, dans le délai précisé par l'article 33, § 2 du décret et doit mentionner l'identité de la ou des personnes qui représente(nt) la fédération ou l'association sportive et qui souhaite(nt), le cas échéant, être entendue(s) par le Conseil supérieur.

Art. 14. Après vérification administrative du dossier, l'Administration informe la fédération ou l'association sportive, par envoi recommandé, des dates et heures auxquelles le Conseil supérieur examinera, pour avis, le recours.

A cette fin, le Conseil supérieur se réunit au plus tôt quinze jours ouvrables après la date d'expédition de l'envoi recommandé et procède à l'audition de la ou des personne(s) représentant la fédération ou de l'association sportive, s'il échet.

Le Conseil supérieur est tenu de rendre son avis endéans les soixante jours ouvrables à dater du recours.

Le Gouvernement statue sur le recours dans les délais prévus à l'article 33, § 3, 1°, du décret.

CHAPITRE 4. — *De l'absence de décision en matière de reconnaissance*

Art. 15. Un recours auprès du Gouvernement peut être introduit par la fédération ou l'association sportive concernée dans le cas où le Ministre n'a pas fait connaître sa décision endéans les six mois à dater de la mise en conformité du dossier de reconnaissance par le demandeur.

Art. 16. Sous peine de nullité, le recours est introduit par envoi recommandé endéans les trente jours ouvrables à dater de la fin du sixième mois qui suit la date de la mise en conformité du dossier de reconnaissance.

CHAPITRE 5. — *Du classement et de sa révision*

Art. 17. Le Ministre, après avis du Conseil supérieur, classe chaque fédération ou association sportive reconnue conformément à l'article 1^{er} du décret. La décision est prise et notifiée simultanément à celle relative à la reconnaissance.

Art. 18. Sous peine de nullité, toute demande de révision de classement telle que prévue à l'article 30 du décret est introduite par envoi recommandé auprès du Ministre.

Elle précise la motivation de la demande ainsi que les éléments nouveaux que la fédération ou l'association entend faire valoir.

Art. 19. La décision est prise par le Ministre endéans les nonante jours ouvrables qui suivent l'avis du Conseil supérieur.

Le Conseil supérieur est tenu de rendre son avis endéans les soixante jours ouvrables à dater de la demande.

Art. 20. Pendant la durée de la reconnaissance, en cas d'évolution significative dans l'organisation du sport, le Ministre peut d'initiative réviser le classement d'une fédération ou d'une association sportive.

Préalablement à sa décision, le Ministre, par envoi recommandé, informe la fédération ou l'association concernée de son intention de modifier son classement.

Celle-ci peut faire valoir ses arguments dans un délai de trente jours ouvrables à dater de l'envoi recommandé.

Le Conseil supérieur est tenu de rendre son avis endéans les soixante jours ouvrables à dater de l'expiration du délai de trente jours prévu à l'alinéa 3.

La décision est prise par le Ministre, après avis du Conseil supérieur, endéans les nonante jours ouvrables qui suivent l'avis du Conseil supérieur.

Art. 21. Sous peine de nullité, tout recours contre les décisions prises en vertu des articles 17, 18, 19 et 20 doit être introduit auprès du Ministre et doit mentionner l'identité de la ou des personnes qui représente(nt) la fédération ou l'association sportive et qui souhaite(nt), le cas échéant, être entendue(s) par le Conseil supérieur.

Art. 22. Après vérification administrative du dossier, l'Administration informe la fédération ou l'association sportive, par envoi recommandé, des date et heure auxquelles le Conseil supérieur examinera, pour avis, le recours.

A cette fin, le Conseil supérieur se réunit au plus tôt quinze jours ouvrables après la date d'expédition de l'envoi recommandé et procède à l'audition de la ou des personne(s) représentant la fédération ou de l'association, s'il échet.

Le Conseil supérieur est tenu de rendre son avis endéans les soixante jours ouvrables à dater du recours visé à l'article 21.

Le Gouvernement statue sur le recours dans les délais prévus à l'article 33, § 3, 3°, du décret.

CHAPITRE 6. — *Des sanctions*

Art. 23. Le Ministre est chargé de prendre les dispositions de mise en demeure ainsi que les sanctions visées à l'article 32, § 2, du décret.

Art. 24. Si la fédération ne donne pas suite à la mise en demeure prévue à l'article 32, § 2, du décret, le Ministre peut d'initiative décider à l'encontre de la fédération ou de l'association sportive de diminuer le montant de la ou des subvention(s) visée(s) aux articles 28, 31, 36 et 38 ou de les supprimer pour l'exercice budgétaire suivant l'année où le manquement a été commis.

La sanction prise doit être proportionnelle au manquement constaté.

Art. 25. Préalablement à sa décision, le Ministre informe, par envoi recommandé, la fédération ou l'association en cause de son intention de supprimer ou de réduire le montant de la ou des subvention(s) visée(s) aux articles 28, 31 et 36.

Celle-ci peut faire valoir ses arguments dans un délai de 10 jours ouvrables à dater de l'envoi recommandé.

Le Conseil supérieur est tenu de rendre son avis endéans les dix jours ouvrables à dater de l'expiration du délai de 10 jours prévu à l'alinéa 2.

Art. 26. La décision est prise par le Ministre endéans les 10 jours ouvrables à dater de l'expiration du délai de dix jours prévu à l'article 25, alinéa 3. Celle-ci est notifiée, par envoi recommandé, à la fédération ou association sportive concernée.

Sous peine de nullité, tout recours contre la décision prise en vertu de l'alinéa 1^{er} doit être introduit auprès du Ministre et doit mentionner l'identité de la ou des personnes qui représente(nt) la fédération ou l'association sportive et qui souhaite(nt), le cas échéant, être entendue(s) par le Conseil supérieur.

Après vérification administrative du dossier, l'Administration informe la fédération ou l'association sportive, par envoi recommandé, des date et heure auxquelles le Conseil supérieur examinera, pour avis, le recours.

A cette fin, le Conseil supérieur se réunit au plus tôt quinze jours ouvrables après la date d'expédition de l'envoi recommandé et procède à l'audition de la ou des personne(s) représentant la fédération ou de l'association, s'il échet.

Le Conseil supérieur est tenu de rendre son avis endéans les quinze jours ouvrables à dater du recours visé à l'alinéa 2.

Le Gouvernement statue sur le recours dans un délai de soixante jours ouvrables à dater de l'envoi du recours.

CHAPITRE 7. — *De l'introduction des demandes de la subvention pour le développement du sport de haut niveau*

Art. 27. § 1^{er}. Les orientations minimales contenues dans le plan-programme de chaque fédération sportive et de la fédération sportive handisport visé à l'article 37, § 1^{er}, du décret sont présentées sous forme de projets.

Les projets sont :

1° étayés d'un exposé de motivation détaillé qui précise :

- a) les objectifs qualitatifs et quantitatifs poursuivis;
- b) les besoins administratifs, logistiques et techniques nécessaires à leur mise en œuvre;

2° planifiés sur une période de quatre ans ;

3° intégrés dans la programmation de l'année et présentés par ordre de priorité ;

4° assortis d'une évaluation budgétaire détaillée ;

5° appuyés :

a) par un rapport d'activités établi par la direction technique fédérale portant sur le niveau de réalisation des projets admissibles à la subvention de l'exercice budgétaire précédent ;

b) par un rapport d'activités global à l'issue de chaque olympiade et portant sur la durée de celle-ci, pour les fédérations sportives ainsi que pour la fédération sportive handisport.

§ 2. Le Ministre détermine la procédure à suivre pour l'introduction du plan-programme visé au paragraphe 1^{er}.

Art. 28. A l'appui des demandes de subventions complémentaires, les fédérations sportives et l'association visée à l'article 23 du décret mentionnent en y apportant toutes les justifications appropriées :

1° le nombre de membres du cadre sportif nécessaire à la réalisation du plan-programme;

2° le profil de leur fonction ;

3° la nature des tâches imposées ;

4° le niveau de qualification et d'expérience requis.

Art. 29. Pour bénéficier de la subvention complémentaire prévue à l'article 37 du décret, les fédérations sportives reconnues et l'association visée à l'article 23 du décret doivent introduire une demande à l'Administration sur les formulaires délivrés par celle-ci.

Art. 30. Les formulaires visés à l'article 29 sont introduits pour le 31 octobre de l'année précédant celle de l'exercice budgétaire.

Ils sont complétés, accompagnés de tout document requis et signés par au moins deux administrateurs mandatés à cet effet.

Les demandes introduites après la date visée à l'alinéa premier sont irrecevables sauf en cas de demande de dérogation dûment motivée au préalable.

CHAPITRE 8. — *Du calcul de la subvention pour le développement du sport de haut niveau*

Art. 31. Le Ministre, pour chaque fédération sportive et pour l'association visée à l'article 23 du décret, arrête :

1° les projets admissibles à la subvention ;

2° la nature des dépenses réputées admissibles, en ce compris les conditions d'octroi de la partie de la subvention destinée, le cas échéant, à couvrir les dépenses prévues en matière de rémunération du personnel du cadre sportif ;

3° les plafonds d'intervention éventuellement applicables aux dépenses réputées admissibles. Sauf dérogation accordée par le Ministre, la subvention destinée à couvrir le montant brut de la rémunération, du pécule de vacances, des allocations ou indemnités de fin d'année ainsi que les cotisations payées par l'employeur en vertu de la législation en matière de sécurité sociale ne peut excéder 85.000 euros par cadre sportif exerçant la fonction de directeur technique. Ce montant est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation. L'indice de base est celui du mois précédant l'entrée en vigueur du présent arrêté ;

4° le montant de la subvention octroyée.

A cet effet, le Ministre peut tenir compte des ressources financières propres du bénéficiaire potentiel ainsi que du niveau de réalisation des programmes antérieurs tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

Art. 32. La subvention octroyée ne peut servir à couvrir des dépenses déjà totalement ou partiellement subsidiées par la Communauté française, plafonnées ou considérées par celle-ci comme non admissibles dans le cadre d'autres dispositions légales ou réglementaires.

CHAPITRE 9. — *De la formation*

Art. 33. Le Ministre est chargé de prendre les décisions relatives à la mise en œuvre des dispositions visées aux articles 38, 39, 40, 41 et 42 du décret, à savoir :

1° délivrer des brevets dans le domaine de l'encadrement, à vocation pédagogique, sécuritaire ou managériale ;

2° déterminer les modalités d'organisation des formations générales ;

3° fixer les contenus de formation prévus à l'article 38, § 5, du décret ;

4° déléguer éventuellement l'organisation de tout en partie des formations générales dans les limites fixées à l'article 38, § 6, du décret ;

5° reconnaître tout ou partie des formations générales organisées par des institutions publiques ou privées d'enseignement ou par des organismes publics ou privés spécialisés en matière de formation ;

6° désigner les organisations auxquelles sont déléguées l'organisation de tout ou partie des formations à vocation générale telles que prévu au 4° dans les conditions fixées par l'article 39, § 1^{er}, alinéa 2, du décret ;

7° marquer son accord aux fédérations sportives désignées pour déléguer l'organisation de tout ou partie des formations spécifiques aux institutions et organismes visés à l'article 39, § 2, du décret ;

8° pouvoir reconnaître tout ou partie des formations spécifiques organisées par des institutions publiques ou privées d'enseignement ou par des organismes publics ou privés spécialisés en matière de formation dans les conditions prévues à l'article 39, § 3, du décret ;

9° accorder l'homologation des brevets sanctionnant des formations spécifiques soumises par les fédérations sportives désignées ;

10° désigner les opérateurs chargés d'organiser les formations à vocation sécuritaire ou managériale, tel que prévu à l'article 40, § 1^{er}, du décret

11° fixer le référentiel de formation dans les conditions prévues à l'article 40, § 2, du décret ;

12° pouvoir reconnaître tout ou partie des formations décrites à l'article 40, § 1^{er}, du décret organisé par des organismes ou institutions réputées dans le domaine en cause.

Art. 34. La compétence d'avis des différentes commissions pédagogiques constituées en vertu de l'article 41 du décret porte sur la formation des cadres dans la discipline concernée et plus particulièrement pour chaque type et chaque niveau de formation sur :

1° les champs de compétence ;

2° les conditions d'organisation ;

3° le programme et le contenu ;

4° les conditions d'accès ;

5° les modalités de l'évaluation ;

6° les qualifications et l'expérience utiles exigées des intervenants ;

7° les conditions de dispenses d'éléments de la formation ;

8° la reconnaissance des organismes ou institutions subdélégués de formations ;

9° les modalités d'homologation des brevets délivrés par les fédérations sportives.

La Commission pédagogique est habilitée à proposer à l'Administration toute modification ou adaptation sur ces différents points.

La Commission adopte son règlement d'ordre intérieur dans le mois de son installation.

§ 2. La Commission pédagogique est composée, d'une part, de représentants de la fédération sportive de la discipline concernée ou de représentants des fédérations de la famille des disciplines concernées et, d'autre part, de représentants de l'Administration, selon la répartition suivante :

1° pour la fédération sportive qui a reçu délégation par le Gouvernement pour organiser tout ou partie des formations spécifiques :

a) son président et son secrétaire général ou leur mandaté ;

b) deux représentants dont au moins un technicien ;

2° les autres fédérations sportives dont l'objet social porte sur la discipline concernée peuvent, à leur demande, être représentées par un représentant ;

3° l'Administration est représentée par minimum deux représentants, dont au moins un technicien ;

4° la Commission pédagogique peut faire appel à des experts pour des problèmes de très haute spécificité.

§ 3. La Commission pédagogique se réunit à la demande de l'Administration ou de la ou des fédérations, à tout le moins deux fois par an.

§ 4. L'Administration assure le secrétariat des commissions pédagogiques.

CHAPITRE 10. — *De l'introduction des demandes de subvention pour la formation des cadres sportifs*

Art. 35. Les orientations minimales contenues dans le plan-programme formation de cadres de chaque fédération sportive et de la fédération sportive handisport visé à l'article 42, § 1^{er}, du décret sont présentées sous forme de projets.

Les projets sont :

1° structurés par niveau de formation ainsi que, le cas échéant, par type de pratique sportive ;

2° étayés d'un exposé de motivation qui précise :

a) les objectifs qualitatifs et quantitatifs poursuivis ;

b) les besoins administratifs, logistiques et techniques nécessaires à leur mise en œuvre ;

c) la stratégie développée en vue de favoriser le recours à un encadrement qualifié dans les cercles affiliés ;

3° planifiés sur une période de quatre ans ;

4° présentés par ordre de priorité ;

5° assortis d'une évaluation budgétaire détaillée ;

6° accompagnés d'un rapport d'activités portant sur le niveau de réalisation qualitatif et quantitatif des projets admissibles à la subvention de l'exercice budgétaire précédent.

Art. 36. Pour bénéficier de la subvention complémentaire destinée à soutenir la réalisation d'un plan-programme formation de cadres prévue à l'article 42 du décret, les fédérations sportives et la fédération sportive handisport doivent introduire une demande à l'Administration sur les formulaires délivrés par celle-ci.

Art. 37. Les demandes de subvention complémentaire destinée à soutenir la réalisation d'un plan-programme formation de cadres visées à l'article 42 du décret sont introduites pour le 31 octobre de l'année précédant celle de l'exercice budgétaire.

Ils sont complétés, accompagnés de tout document requis et signés par au moins deux administrateurs mandatés à cet effet.

Les demandes introduites après la date visée à l'alinéa 1^{er} sont irrecevables sauf en cas de demande de dérogation dûment motivée au préalable.

CHAPITRE 11. — *Du calcul de la subvention pour la formation des cadres Sportifs*

Art. 38. Le Ministre, pour chaque fédération et association reconnue visée à l'article 39 du décret, arrête :

1° les projets admissibles à la subvention ;

2° la nature des dépenses réputées admissibles ;

3° les plafonds d'intervention éventuellement applicables aux dépenses réputées admissibles ;

4° le montant de la subvention octroyée.

A cet effet, le Ministre peut tenir compte des recettes générées par la perception des droits d'inscription aux formations, des ressources financières propres du bénéficiaire potentiel ainsi que de la réalisation des programmes antérieurs tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

Art. 39. La subvention octroyée ne peut servir à couvrir des dépenses déjà, totalement ou partiellement, subsidiées par la Communauté française, plafonnées ou considérées par celle-ci comme non admissibles dans le cadre d'autres dispositions légales ou réglementaires.

CHAPITRE 12. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

Art. 40. Les demandes de subventions introduites en 2019 conformément aux chapitres 8, 9, 10, 11, 12 et 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juillet 2007 fixant la procédure de reconnaissance et de classement des fédérations sportives, des fédérations sportives de loisirs et des associations sportives, réglant leur subventionnement ainsi que celui des cercles affiliés aux associations reconnues organisant des activités sportives adaptées, dont le montant doit être engagé et liquidé sur le budget 2020 sont réputées avoir été introduites sur base du présent arrêté.

Art. 41. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juillet 2007 fixant la procédure de reconnaissance et de classement des fédérations sportives, des fédérations sportives de loisirs et des associations sportives, réglant leur subventionnement ainsi que celui des cercles affiliés aux associations reconnues organisant des activités sportives adaptées est abrogé à l'exception des articles 19 à 23.

Art. 42. Le Ministre qui a le sport dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 novembre 2020.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Promotion de Bruxelles, de la Jeunesse et du Sport,
V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/43737]

19 NOVEMBER 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de procedure voor de erkenning en de classificatie van de georganiseerde sportbeweging en tot vaststelling van subsidies voor de ontwikkeling van sport op hoog niveau en kaderopleiding

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het decreet van 3 mei 2019 betreffende de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging, de artikelen 21 tot en met 33 en 37 tot en met 42;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 juli 2007 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning en de classificatie van sportfederaties, vrijetijdssportfederaties en sportverenigingen en tot regeling van hun subsidiëring en die van de kringen die zijn aangesloten bij erkende verenigingen die aangepaste sportactiviteiten organiseren;

Gelet op de gendertest van 8 november 2019, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, lid 2, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 15 april 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 april 2020;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Sport, uitgebracht op 28 mei 2020;

Gelet op het advies nr. 74/2020 van de Overheid voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 24 augustus 2020, in toepassing van artikel 23, § 1, 1), van de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Overheid voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

Gelet op advies nr. 68.121/4 van de Raad van State, uitgebracht op 28 oktober 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de noodzaak om de nadere regels voor het indienen van aanvragen voor erkenning, classificatie en subsidiëring van de georganiseerde sportbeweging te specificeren;

Op de voordracht van de Minister van Sport;

Na overleg,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden:

1° "Minister" : het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap dat sport in zijn bevoegdheid heeft;

2° "Decreet": het decreet van 3 mei 2019 betreffende de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging;

3° "Administratie" : de Algemene Administratie van Sport van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

4° "Conseil supérieur": de Conseil supérieur des Sports ("de Hoge raad voor Sport") ingesteld bij het decreet van 20 oktober 2011;

5° "werkdag": elke andere dag dan zaterdag, zondag en feestdagen.

HOOFDSTUK 2. — *Indiening en onderzoek van de erkenningsaanvragen*

Art. 2. Om te worden erkend, dienen sportfederaties en -verenigingen een aanvraag in bij de Administratie met behulp van de door deze laatste verstrekte formulieren.

Art. 3. Aanvragen om erkenning, alsmede de bijlagen daarbij, worden per aangetekende post naar de Administratie gestuurd.

Art. 4. Sportfederaties, niet-competitieve sportfederaties, de sportfederatie voor gehandicapten, multidisciplinaire sportverenigingen en de vereniging voor vrijetijdssport voor gehandicapten voegen de volgende bijlagen bij hun erkenningsaanvraag, zodat de Administratie zich ervan kan vergewissen dat zij aan de in het decreet vastgestelde erkenningsvoorwaarden voldoen:

1° een kopie van hun statuten en een bewijs van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*;

2° een kopie van alle reglementen die ter uitvoering van hun statuten zijn opgesteld;

3° een bijgewerkte lijst van hun kringen, met vermelding, voor elk van ze:

a) de statutaire zetel;

b) de gebruikelijke plaats van haar activiteiten;

c) het huidige aantal van haar atleten, gedifferentieerd naar leeftijd en geslacht en naar type handicap, geïnclassificeerd voor degenen die zijn aangesloten bij de in artikel 23 bedoelde federatie en naar type handicap voor degenen die zijn aangesloten bij de in artikel 26 van het decreet bedoelde federatie ;

d) een lijst van hun leiders, met vermelding van hun naam, adres en ambt binnen de kring;

e) de aanwezigheid van een Automatische Externe Defibrillator (AED) in de sportfaciliteiten die in hun omgeving worden gebruikt en de organisatie van voortdurende training voor de leden voor het gebruik ervan;

4° een bijgewerkte lijst van de leden van hun verkozen bestuursorgaan met voor elk van hen de naam, het adres, het geslacht en het ambt dat zij bekleden;

5° een bijgewerkte lijst van hun personeelsleden, met vermelding, voor elk van hen:

a) gegevens met betrekking tot zijn identificatie (naam, voornaam, geboortedatum, geslacht, adres);

b) zijn hoedanigheid;

c) de aard van zijn overeenkomst;

d) zijn ambt;

e) zijn kwalificaties;

f) het aantal gewerkte uren, uitgedrukt in voltijds equivalent;

g) de elementen met betrekking tot zijn loonkosten of vergoedingen;

6° een activiteitenverslag over hetzij drie jaar bestaan en regelmatige sportactiviteiten in het kader van een communautaire structuur, hetzij een jaar bestaan en regelmatige sportactiviteiten in het kader van een reeds bestaande nationale structuur. Wanneer de federatie of vereniging die de erkenning aanvraagt, afkomstig is uit een nationale sportstructuur, kunnen de activiteiten die gedurende een jaar in het nationale kader worden uitgevoerd, in aanmerking worden genomen;

7° een kopie van de verzekeringspolis die de wettelijke aansprakelijkheid en de vergoeding van lichamelijk letsel van hun leden dekt of, in geval van een verzekering die rechtstreeks door de aangesloten kringen of een andere intermediaire structuur wordt afgesloten, een document waarin de belangrijkste bepalingen van de contracten met betrekking tot deze dekking worden vermeld;

8° een kopie van de statuten en de samenstelling van het beheersorgaan van de nationale federatie waarvan de federatie of vereniging, in voorkomend geval, deel uitmaakt;

9° een lijst van de communautaire, nationale, internationale of Olympische sportorganisaties waarmee de federatie of vereniging organisch verbonden is;

10° een lijst van de maatregelen die zijn genomen om de veiligheid van hun leden, begeleiders, toeschouwers of andere deelnemers aan de activiteiten die zij organiseren, te waarborgen;

11° de naam, de voornaam, het ambt en de contactadressen van de in toepassing van artikel 21, 16°, van het decreet aangewezen contactpersonen die belast zijn met de ethische kwesties en het levensproject;

12° een kopie van het medisch reglement dat werd aangenomen in uitvoering van het decreet van 3 april 2014 betreffende de preventie van gezondheidsrisico's in de sport.

In voorkomend geval worden de in het eerste lid, 1° tot 12°, bedoelde gegevens jaarlijks bijgewerkt, op de verjaardag van de erkenning, op verzoek van de Administratie of op initiatief van de betrokken sportfederatie of -vereniging.

Art. 5. De sportfederatie voor gehandicapten voegt, naast haar aanvraag tot erkenning, een verslag bij waaruit blijkt dat de opdrachten en activiteiten voldoen aan de voorwaarden van artikel 23 van het decreet.

Elk jaar, op de verjaardag van de toekenning van de erkenning, stuurt de sportfederatie voor gehandicapten aan de Administratie een verslag waarin staat dat haar opdrachten en activiteiten in overeenstemming blijven met de voorwaarden van artikel 23 van het decreet.

Art. 6. De niet-competitieve sportfederaties voegen, naast hun aanvraag tot erkenning, een verslag bij waaruit blijkt dat zij voldoen aan de bijzondere voorwaarden van artikel 24 van het decreet.

Elk jaar, op de verjaardag van de toekenning van de erkenning, sturen de niet-competitieve sportfederaties de Administratie een verslag toe waarin wordt vastgesteld dat haar opdrachten en activiteiten nog steeds voldoen aan de voorwaarden van artikel 24 van het decreet.

Art. 7. Multidisciplinaire sportverenigingen voegen de volgende bijlagen bij hun erkenningsaanvraag:

1° een verslag waaruit blijkt dat hun opdrachten en activiteiten voldoen aan de voorwaarden van artikel 25 van het decreet;

2° een lijst van de beoefende disciplines.

Elk jaar, op de verjaardag van de toekenning van de erkenning, sturen de multidisciplinaire sportverenigingen de Administratie een verslag waarin wordt vastgesteld dat hun opdrachten en activiteiten in overeenstemming zijn met de voorwaarden van artikel 25 van het decreet.

Art. 8. De vrijetijdssportvereniging voor gehandicapten voegt, naast haar aanvraag tot erkenning, een verslag bij waaruit blijkt dat haar opdrachten en activiteiten voldoen aan de voorwaarden van artikel 26 van het decreet.

Elk jaar, op de verjaardag van de toekenning van de erkenning, stuurt de vereniging voor vrijetijdssporters met een handicap aan de Administratie een verslag waarin wordt vastgesteld dat haar opdrachten en activiteiten in overeenstemming zijn met de voorwaarden van artikel 26 van het decreet.

Art. 9. De schoolsportvereniging voegt de volgende bijlagen bij haar erkenningsaanvraag, zodat de Administratie zich ervan kan vergewissen dat de vereniging aan de in het decreet vastgestelde erkenningsvoorwaarden voldoet:

1° een kopie van de statuten en een bewijs van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*;

2° een kopie van alle reglementen die ter uitvoering van haar statuten zijn opgesteld;

3° een bijgewerkte lijst van de schoolsportfederaties van elk van de onderwijsnetwerken die lid zijn;

4° een bijgewerkte lijst van de leden van haar bestuursorgaan, met voor elk van hen de naam, het adres, het geslacht en het ambt, alsook de identificatie van de sportfederatie waarvan hij de vertegenwoordiger is;

5° een bijgewerkte lijst van haar personeelsleden, met vermelding van elk van hen:

- a) gegevens met betrekking tot zijn identificatie (naam, voornaam, geboortedatum, geslacht, adres);
- b) zijn hoedanigheid;
- c) de aard van zijn overeenkomst;
- d) zijn ambt;
- e) zijn kwalificaties;
- f) het aantal gewerkte uren, uitgedrukt in voltijds equivalent;
- g) de elementen met betrekking tot zijn loonkosten of vergoedingen;

6° een activiteitenverslag over het lopende jaar;

7° voor elk van de aangesloten schoolsportfederaties:

- a) een kopie van de statuten en een bewijs van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*;
- b) een kopie van alle reglementen die ter uitvoering van haar statuten zijn vastgesteld;
- c) een bijgewerkte lijst van de schoolsportfederaties van elk van de aangesloten onderwijsnetwerken;
- d) een bijgewerkte lijst van de leden van het bestuursorgaan met voor elk van hen de naam, het adres en het ambt en de identificatie van de schoolsportfederatie waarvan hij de vertegenwoordiger is;
- e) elk document waaruit blijkt dat de deelnemers aan de activiteiten die zij organiseert, verzekerd zijn tegen wettelijke aansprakelijkheid en schadevergoeding voor lichamelijk letsel.

In voorkomend geval worden deze gegevens jaarlijks, op de verjaardag van de toekenning van de erkenning, op verzoek van de Administratie of op initiatief van de vereniging, bijgewerkt.

Art. 10. De sportvereniging voor het hoger onderwijs voegt de volgende bijlagen bij haar erkenningsaanvraag, zodat de Administratie zich ervan kan vergewissen dat de vereniging aan de in het decreet vastgestelde erkenningsvoorwaarden voldoet:

1° een kopie van de statuten en een bewijs van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*;

2° een kopie van alle reglementen die ter uitvoering van haar statuten zijn opgesteld;

3° een bijgewerkte lijst van de sportcentra in het hoger onderwijs die lid zijn;

4° een bijgewerkte lijst van de leden van haar bestuursorgaan, met voor elk van hen de naam, het adres, het geslacht en het ambt, alsook de identificatie van het sportcentrum in het hoger onderwijs waarvan het de vertegenwoordiger is;

5° een bijgewerkte lijst van haar personeelsleden, met vermelding van elk van hen:

- a) gegevens met betrekking tot zijn identificatie (naam, voornaam, geboortedatum, geslacht, adres);
- b) zijn hoedanigheid;
- c) de aard van zijn overeenkomst;
- d) zijn ambt;
- e) zijn kwalificaties;
- f) het aantal gewerkte uren, uitgedrukt in voltijds equivalent;
- g) de elementen met betrekking tot zijn loonkosten of vergoedingen;

6° een activiteitenverslag voor het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de erkenningsaanvraag wordt ingediend, plus, indien van toepassing, een activiteitenverslag voor het lopende jaar;

7° voor elk van de aangesloten sportcentra in het hoger onderwijs:

- a) een kopie van de statuten en reglementen;
- b) een bijgewerkte lijst van de leden van het bestuursorgaan, met voor elk van hen de naam en het ambt dat zij bekleden;
- c) elk document waaruit blijkt dat de deelnemers aan de activiteiten die het organiseert, verzekerd zijn tegen wettelijke aansprakelijkheid en schadevergoeding voor lichamelijk letsel;
- d) een gedetailleerde lijst van de sportfaciliteiten waarover het beschikt voor de ontwikkeling van zijn activiteiten.

In voorkomend geval worden deze gegevens jaarlijks, op de verjaardag van de verlening van de erkenning, op verzoek van de Administratie of op initiatief van de vereniging bijgewerkt.

Art. 11. De door de Administratie verzamelde gegevens, bedoeld in artikel 4, 3°, d), 4°, 5° en 11°, artikel 9, 4°, 5° en 7°, d), en artikel 10, 4°, 5° en 7°, b), worden slechts bewaard voor de duur van de uitoefening van het betrokken ambt. De gegevens worden door de Administratie verwijderd zodra de betrokken federatie of vereniging in kennis wordt gesteld van de wijziging van het ambt.

HOOFDSTUK 3. — *Verlening van de erkenning, niet-erkenning, opschorting en intrekking van de erkenning*

Art. 12. De Minister is verantwoordelijk voor het nemen van beslissingen tot erkenning, niet-erkenning, opschorting of intrekking van de erkenning.

Art. 13. Op straffe van nietigheid moet elk beroep tegen de beslissingen genomen op grond van artikel 12 binnen de in artikel 33, § 2 van het decreet bepaalde termijn bij de Minister worden ingediend en moet de identiteit worden vermeld van de persoon of personen die de sportfederatie of -vereniging vertegenwoordigen en die door de Hoge raad willen worden gehoord, indien nodig.

Art. 14. Na administratieve verificatie van het dossier stelt de Administratie de sportfederatie of -vereniging per aangetekende brief in kennis van de data en tijdstippen waarop de Hoge raad het beroep, om advies, zal onderzoeken.

De Hoge raad komt daartoe ten vroegste vijftien werkdagen na de datum van verzending van de aangetekende brief bijeen en hoort de persoon (personen) die de sportfederatie of -vereniging vertegenwoordigt (vertegenwoordigen), indien van toepassing.

De Hoge raad brengt binnen zestig werkdagen na het beroep advies uit.

De Regering beslist over het beroep binnen de in artikel 33, § 3, 1^o, van het decreet bepaalde termijnen.

HOOFDSTUK 4. — *Afwezigheid van beslissing in erkenningszaken*

Art. 15. De betrokken sportfederatie of -vereniging kan bij de Regering beroep instellen indien de Minister zijn beslissing niet binnen zes maanden na de aanvraag tot erkenning van de aanvrager heeft bekendgemaakt.

Art. 16. Op straffe van nietigheid moet het beroep bij aangetekend schrijven worden ingesteld binnen dertig werkdagen na afloop van de zesde maand volgend op de datum waarop het erkenningsdossier in overeenstemming is gebracht.

HOOFDSTUK 5. — *Classificatie en herziening ervan*

Art. 17. De Minister deelt, na advies van de Hoge raad, elke erkende sportfederatie of -vereniging in overeenkomstig artikel 1 van het decreet. De beslissing wordt tegelijk met de beslissing over de erkenning genomen en ter kennis gebracht.

Art. 18. Op straffe van nietigheid wordt elk verzoek tot herziening van de classificatie als bedoeld in artikel 30 van het decreet per aangetekende brief aan de Minister voorgelegd.

Het vermeldt de redenen voor het verzoek en de nieuwe elementen die de federatie of vereniging voornemens is aan te dragen.

Art. 19. De beslissing wordt door de Minister genomen binnen negentig werkdagen na het advies van de Hoge raad.

De Hoge raad moet zijn advies geven binnen zestig werkdagen na de datum van het verzoek.

Art. 20. Tijdens de erkenningsperiode kan de Minister, in geval van belangrijke wijzigingen in de organisatie van de sport, op eigen initiatief de classificatie van een sportfederatie of -vereniging herzien.

Voorafgaand aan zijn beslissing stelt de Minister de betrokken federatie of vereniging per aangetekende brief op de hoogte van zijn voornemen om de classificatie te wijzigen.

Deze laatste kan binnen dertig werkdagen na de datum van de aangetekende brief haar argumenten naar voren brengen.

De Hoge raad moet binnen zestig werkdagen na het verstrijken van de in lid 3 bedoelde termijn van dertig dagen advies uitbrengen.

De beslissing wordt genomen door de Minister, na ontvangst van het advies van de Hoge raad, binnen negentig werkdagen na het advies van de Hoge raad.

Art. 21. Op straffe van nietigheid moet elk beroep tegen beslissingen genomen krachtens de artikelen 17, 18, 19 en 20 worden ingediend bij de Minister en moet de identiteit worden vermeld van de persoon of personen die de sportfederatie of -vereniging vertegenwoordigen en die, in voorkomend geval, door de Hoge raad wenst/wensen te worden gehoord.

Art. 22. Na administratieve verificatie van het dossier stelt de Administratie de sportfederatie of -vereniging per aangetekende brief in kennis van de datum en het tijdstip waarop de Hoge raad het beroep, om advies, zal onderzoeken.

De hoge raad komt daartoe ten vroegste vijftien werkdagen na de datum van verzending van de aangetekende brief bijeen en hoort in voorkomend geval de persoon (personen) die de federatie of vereniging vertegenwoordigt (vertegenwoordigen).

De Hoge raad brengt binnen 60 werkdagen na het in artikel 21 bedoelde beroep advies uit.

De Regering beslist over het beroep binnen de in artikel 33, § 3, 3^o, van het decreet bepaalde termijn.

HOOFDSTUK 6. — *Sancties*

Art. 23. De Minister is verantwoordelijk voor het nemen van de bepalingen inzake ingebrekestelling en de sancties bedoeld in artikel 32, § 2, van het decreet.

Art. 24. Indien de federatie zich niet houdt aan de ingebrekestelling bedoeld in artikel 32, § 2, van het decreet, kan de Minister op eigen initiatief tegen de federatie of de sportbond beslissen om het bedrag van de subsidie(s) bedoeld in de artikelen 28, 31, 36 en 38 te verminderen of af te schaffen voor het boekjaar dat volgt op het jaar waarin de inbreuk werd gepleegd.

De opgelegde sanctie staat in verhouding tot de geconstateerde inbreuk.

Art. 25. Voorafgaand aan zijn beslissing stelt de Minister de betrokken federatie of vereniging bij aangetekend schrijven in kennis van zijn voornemen om het bedrag van de in de artikelen 28, 31 en 36 bedoelde subsidie(s) af te schaffen of te verminderen.

Deze laatste kan binnen 10 werkdagen na de aangetekende brief haar argumenten naar voren brengen.

De Hoge raad brengt binnen tien werkdagen na het verstrijken van de in lid 2 bedoelde termijn van tien dagen advies uit.

Art. 26. De beslissing wordt door de Minister genomen binnen tien werkdagen na het verstrijken van de in artikel 25, lid 3, bedoelde termijn van tien dagen. De beslissing wordt per aangetekend schrijven aan de betrokken sportfederatie of -vereniging meegedeeld.

Op straffe van nietigheid moet tegen de in lid 1 bedoelde beslissing beroep worden ingesteld bij de Minister en moet de identiteit worden vermeld van de persoon of personen die de sportfederatie of -vereniging vertegenwoordigen en die, indien nodig, door de Hoge raad wensen te worden gehoord.

Na administratieve verificatie van het dossier stelt de Administratie de sportfederatie of -vereniging bij aangetekend schrijven in kennis van de datum en het tijdstip waarop de Hoge raad het beroep om advies zal onderzoeken.

De Hoge raad komt daartoe ten vroegste vijftien werkdagen na de datum van verzending van de aangetekende brief bijeen en hoort in voorkomend geval de persoon (personen) die de federatie of vereniging vertegenwoordigt (vertegenwoordigen).

De Hoge raad brengt binnen vijftien werkdagen na het in lid 2 bedoelde beroep advies uit.

De Regering neemt een beslissing over het beroep binnen zestig werkdagen na de verzending ervan.

HOOFDSTUK 7. — *Indiening van subsidieaanvragen voor de ontwikkeling van topsport*

Art. 27. § 1. De minimale richtlijnen in het programmaplan van elke sportfederatie en van de sportfederatie voor gehandicapten als bedoeld in artikel 37, § 1, van het decreet worden in ontwerpvorm gepresenteerd.

De ontwerpen zijn :

1° ondersteund door een gedetailleerde motivering, waarin wordt aangegeven:

a) de nagestreefde kwalitatieve en kwantitatieve doelstellingen;

b) de administratieve, logistieke en technische vereisten die nodig zijn voor de uitvoering ervan;

2° gepland over een periode van vier jaar;

3° geïntegreerd in de programmering voor het jaar en gepresenteerd in volgorde van prioriteit;

4° vergezeld van een gedetailleerde budgettaire evaluatie;

5° ondersteund:

a) door een door het federaal technisch directoraat opgesteld activiteitenverslag over het niveau van de uitvoering van de projecten die in het voorgaande begrotingsjaar voor subsidie in aanmerking kwamen;

b) door een algemeen activiteitenverslag aan het einde van elke olympiade, dat de duur van de olympiade bestrijkt, zowel voor de sportfederaties als voor de sportfederaties voor gehandicapten.

§ 2 De Minister stelt de procedure vast die moet worden gevolgd voor de indiening van het in § 1 bedoelde programmaplan.

Art. 28. Ter ondersteuning van de verzoeken om aanvullende subsidies vermelden de sportfederaties en de in artikel 23 van het decreet bedoelde vereniging, met alle passende motivering, de volgende gegevens:

1° het aantal leden van het sportkader dat nodig is voor de uitvoering van het programmaplan;

2° het profiel van hun ambt;

3° de aard van de opgelegde opdrachten;

4° het vereiste kwalificatieniveau en de vereiste ervaring.

Art. 29. Om in aanmerking te komen voor de aanvullende subsidie als bedoeld in artikel 37 van het decreet, moeten de erkende sportfederaties en de vereniging als bedoeld in artikel 23 van het decreet een aanvraag indienen bij de Administratie op basis van de door deze laatste afgegeven formulieren.

Art. 30. De in artikel 29 bedoelde formulieren worden uiterlijk op 31 oktober van het jaar dat voorafgaat aan het begrotingsjaar ingediend.

Zij worden ingevuld, samen met alle vereiste documenten en ondertekend door ten minste twee daartoe gemachtigde bestuurders.

Aanvragen die na de in het eerste lid genoemde datum worden ingediend, zijn niet ontvankelijk, behalve in het geval van een vooraf naar behoren met redenen omkleed verzoek om afwijking.

HOOFDSTUK 8. — *Berekening van de subsidie voor de ontwikkeling van de topsport*

Art. 31. De Minister beslist voor elke sportfederatie en voor de vereniging bedoeld in artikel 23 van het decreet:

1° de projecten die in aanmerking komen voor de subsidie;

2° de aard van de uitgaven die als subsidiabel worden beschouwd, met inbegrip van de voorwaarden voor de toekenning van het deel van de subsidie dat in voorkomend geval bestemd is voor de dekking van de kosten die zijn bepaald voor de bezoldiging van het personeel van het sportkader;

3° de eventuele interventieplafonds die van toepassing zijn op de uitgaven die als subsidiabel worden beschouwd. Tenzij de Minister een afwijking toestaat, mag de subsidie die bedoeld is om het brutobedrag van de bezoldiging, het vakantiegeld, de eindejaarsuitkeringen of -vergoedingen en de door de werkgever krachtens de sociale zekerheids-wetgeving betaalde bijdragen te dekken, niet meer bedragen dan 85.000 euro per sportbestuurder die het ambt van technisch directeur uitoefent. Dit bedrag is gekoppeld aan de schommelingen van het consumentenprijsindexcijfer. Het basisindexcijfer is dat van de maand voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit besluit;

4° het bedrag van de toegekende subsidie.

Daartoe kan de Minister rekening houden met de eigen financiële middelen van de potentiële begunstigde en met het niveau van de uitvoering van eerdere programma's, zowel kwantitatief als kwalitatief.

Art. 32. De toegekende subsidie mag niet worden gebruikt voor uitgaven die reeds geheel of gedeeltelijk door de Franse Gemeenschap zijn gesubsidieerd, waarvoor een maximum geldt of die door de Franse Gemeenschap op grond van andere wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen als niet-subsidiabel worden beschouwd.

HOOFDSTUK 9. — *Opleiding*

Art. 33. De Minister is verantwoordelijk voor het nemen van beslissingen met betrekking tot de uitvoering van de bepalingen bedoeld in de artikelen 38, 39, 40, 41 en 42 van het decreet, inzonderheid:

1° het verlenen van brevetten op het gebied van de begeleiding, met een pedagogische, veiligheids- of managementrol;

2° de wijze van organisatie van de algemene opleiding te bepalen;

3° om de inhoud van de opleiding, bedoeld in artikel 38, § 5, van het decreet, te bepalen;

4° de organisatie van de algemene opleidingen eventueel geheel of gedeeltelijk delegeren binnen de grenzen van artikel 38, § 6 van het decreet;

5° het geheel of een deel van de algemene opleidingen die worden georganiseerd door openbare of particuliere onderwijsinstellingen of door openbare of particuliere instellingen die gespecialiseerd zijn in opleiding, te erkennen;

6° de organisaties aanwijzen waaraan de organisatie van alle of een deel van de algemene opleidingen als bedoeld in 4° wordt gedelegeerd onder de voorwaarden van artikel 39, § 1, tweede lid, van het decreet;

7° stemmen in met de sportfederaties die zijn aangewezen om de organisatie van de specifieke opleidingen geheel of gedeeltelijk te delegeren aan de instellingen en organen bedoeld in artikel 39, § 2, van het decreet;

8° de specifieke opleidingen die worden georganiseerd door openbare of particuliere onderwijsinstellingen of door openbare of particuliere instellingen die gespecialiseerd zijn in opleiding, geheel of gedeeltelijk kunnen erkennen onder de voorwaarden van artikel 39, § 3, van het decreet ;

9° de homologatie toe te kennen van brevetten die specifieke opleidingen die door de aangewezen sportfederaties worden ingediend, bekrachtigen;

10° de operatoren aan te stellen die belast zijn met de organisatie van de veiligheids- of managementopleidingen, zoals bepaald in artikel 40, § 1, van het decreet;

11° het opleidingsreferentiesysteem vast te stellen onder de voorwaarden van artikel 40, § 2, van het decreet ;

12° de opleidingen, beschreven in artikel 40, § 1, van het decreet, geheel of gedeeltelijk te kunnen erkennen, georganiseerd door instanties of instellingen met een goede reputatie op het betrokken gebied.

Art. 34. De adviesbevoegdheid van de verschillende pedagogische commissies die krachtens artikel 41 van het decreet zijn opgericht om zich uit te spreken over de opleiding van kaderleden in de betrokken discipline en meer bepaald voor elk type en niveau van opleiding, heeft betrekking op:

1° de bevoegdheidsdomeinen;

2° organisatorische voorwaarden;

3° het programma en de inhoud;

4° de toegangsvoorwaarden;

5° de evaluatiemethoden;

6° de nuttige kwalificaties en ervaring die van de deelnemers worden verlangd;

7° de voorwaarden voor de vrijstelling van elementen van de opleiding;

8° de erkenning van organisaties of instellingen die subdelegatie krijgen om opleidingen te verzorgen;

9° de voorwaarden voor de homologatie van de door de sportbonden afgegeven brevetten.

De Pedagogische commissie is bevoegd om de Administratie elke wijziging of aanpassing op deze verschillende punten voor te stellen.

De Commissie neemt binnen een maand na de installatie haar huishoudelijk reglement aan.

§ 2 De Pedagogische commissie bestaat enerzijds uit vertegenwoordigers van de sportfederatie van de betrokken discipline of uit vertegenwoordigers van de federaties van de betrokken discipline en anderzijds uit vertegenwoordigers van de Administratie, volgens de volgende verdeling:

1° voor de sportfederatie die door de Regering is gedelegeerd om alle of een deel van de specifieke opleidingen te organiseren:

a) haar voorzitter en haar secretaris-generaal of hun vertegenwoordiger;

b) twee vertegenwoordigers, van wie ten minste één technicus;

2° de andere sportfederaties waarvan het maatschappelijk doel verband houdt met de betrokken discipline, kunnen zich op hun verzoek laten vertegenwoordigen door een vertegenwoordiger;

3° de Administratie wordt vertegenwoordigd door ten minste twee vertegenwoordigers, van wie ten minste één een technicus is;

4° de Pedagogische commissie kan een beroep doen op deskundigen voor zeer specifieke problemen.

§ 3. De Pedagogische commissie komt ten minste tweemaal per jaar bijeen op verzoek van de Administratie of van de federatie(s).

§ 4. De Administratie verzorgt het secretariaat van de onderwijscommissies.

HOOFDSTUK 10. — *Indiening van subsidieaanvragen voor de opleiding van sportkaderleden*

Art. 35. De minimale richtlijnen in het opleidingsprogramma voor de kaderleden van elke sportfederatie en van de sportfederatie voor gehandicaptensport als bedoeld in artikel 42, § 1, van het decreet worden in ontwerpvorm gepresenteerd.

De ontwerpen zijn :

1° gestructureerd naar opleidingsniveau en, indien van toepassing, naar type van sportbeoefening ;

2° ondersteund door een met redenen omklede uiteenzetting:

a) de nagestreefde kwalitatieve en kwantitatieve doelstellingen;

b) de administratieve, logistieke en technische behoeften die nodig zijn voor de uitvoering ervan;

c) de strategie die is ontwikkeld om het gebruik van gekwalificeerde begeleiding in de aangesloten kringen aan te moedigen;

3° gepland over een periode van vier jaar;

4° gepresenteerd in volgorde van prioriteit;

5° samen met een gedetailleerde budgettaire evaluatie;

6° samen met een activiteitenverslag over het niveau van de kwalitatieve en kwantitatieve verwezenlijking van de projecten die in het vorige boekjaar voor de subsidie in aanmerking kwamen.

Art. 36. Om in aanmerking te komen voor de aanvullende subsidie ter ondersteuning van de uitvoering van een opleidingsprogramma voor kaderleden als bedoeld in artikel 42 van het decreet, moeten de sportfederaties en de sportfederatie voor gehandicapten een aanvraag indienen bij de Administratie op basis van de formulieren die door deze laatste worden afgegeven.

Art. 37. Verzoeken om aanvullende subsidies ter ondersteuning van de uitvoering van een in artikel 42 van het decreet bedoeld opleidingsprogramma voor kaderleden moeten uiterlijk op 31 oktober van het jaar voorafgaand aan dat van het begrotingsjaar worden ingediend.

Zij worden ingevuld, samen met alle vereiste documenten en ondertekend door ten minste twee daartoe gemachtigde bestuurders.

Aanvragen die na de in het eerste lid genoemde datum worden ingediend, zijn niet ontvankelijk, behalve in het geval van een naar behoren met redenen omkleed verzoek om afwijking.

HOOFDSTUK 11. — *Berekening van de subsidie voor de opleiding van sportkaderleden*

Art. 38. De Minister beslist voor elke federatie en erkende vereniging als bedoeld in artikel 39 van het decreet:

- 1° de projecten die voor subsidie in aanmerking komen;
- 2° de aard van de uitgaven die ontvankelijk worden beschouwd;
- 3° eventuele interventiemaxima die van toepassing zijn op uitgaven die ontvankelijk worden beschouwd;
- 4° het bedrag van de toegekende subsidie.

Daartoe kan de Minister rekening houden met de inkomsten uit de inning van de opleidingsinschrijvingskosten, de eigen financiële middelen van de potentiële begunstigde en de uitvoering van eerdere programma's, zowel kwantitatief als kwalitatief.

Art. 39. De toegekende subsidie mag niet worden gebruikt voor uitgaven die reeds geheel of gedeeltelijk door de Franse Gemeenschap worden gesubsidieerd, waarvoor een maximum geldt of die door de Franse Gemeenschap op grond van andere wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen als niet-ontvankelijk worden beschouwd.

HOOFDSTUK 12. — *Overgangs-, intrekings- en slotbepalingen*

Art. 40. Subsidieaanvragen die in 2019 worden ingediend overeenkomstig de hoofdstukken 8, 9, 10, 11, 12 en 13 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 juli 2007 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning en de classificatie van sportfederaties, vrijetijdssportfederaties en sportverenigingen, waarbij hun subsidie wordt geregeld, alsmede die van kringen die zijn aangesloten bij erkende verenigingen die aangepaste sportactiviteiten organiseren en waarvan het bedrag moet worden vastgelegd en vereffend uit de begroting voor 2020, worden geacht te zijn ingediend op basis van dit besluit.

Art. 41. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 juli 2007 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning en de classificatie van sportfederaties, vrijetijdssportfederaties en sportverenigingen en tot regeling van hun subsidie, alsmede die van de kringen die zijn aangesloten bij erkende verenigingen die aangepaste sportactiviteiten organiseren, wordt opgeheven, met uitzondering van de artikelen 19 tot en met 23.

Art. 42. De Minister die sport in zijn hoedanigheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 november 2020.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-president,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, de Promotie van Brussel, Jeugd en Sport,
V. GLATIGNY

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/43736]

19 NOVEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'organisation du travail en cas de fermeture des écoles, accueils temps libre ou centres d'accueil pour personnes en situation de handicap

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et remplacé par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française, article 32;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E.", article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, article 24;

Vu le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), article 7;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 de la communauté française sur les services de médias audiovisuels, l'article 140, § 3, alinéa 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie Bruxelles Enseignement, l'article 2;

Vu le « test genre » du 30 octobre 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;